

Gouvernance urbaine

Quoique controversé, le vocable «gouvernance urbaine» a été adopté mondialement car il permet d'analyser les transformations depuis le début des années 1990, marquées par la libéralisation, la décentralisation, et les nouvelles modalités de gestion et de gouvernement qui en résultent. Ceci inclut le passage d'une gestion publique administrée à des processus de décision fondés sur la coopération et la discussion avec la société civile et les décideurs économiques, grâce à de nouveaux instruments de gestion urbaine (partenariats publics-privés, programmes participatifs, outils de régulation).

L'Inde suit en partie cette évolution générale. Premièrement, la libéralisation de l'économie a contribué à transformer l'économie des villes. Dans les plus grandes, l'emploi se restructure autour des secteurs en croissance (en grande partie dans le secteur tertiaire) alors que le poids des anciennes industries décline au profit du secteur informel. La croissance économique entraîne l'émergence des classes moyennes et une transformation urbanistique que symbolise l'usage croissant de l'automobile. Au-delà du miroir, la pauvreté ne diminue pas suffisamment, incitant de nombreux commentateurs à parler d'une accélération de la ségrégation urbaine. Deuxièmement, la décentralisation politique rend obligatoire la tenue régulière d'élections municipales et engage un processus de démocratisation via l'instauration de quotas. Elle transfère aussi certaines fonctions aux collectivités locales, renforçant *a priori* leur rôle et leur poids politique bien que sur ces deux derniers aspects, la décentralisation s'avère décevante.

La forte augmentation de l'offre privée d'éducation et de santé stratifie l'offre de services urbains, les rend plus chers, mais répond à un déclin de l'offre publique (services détériorés, investissements insuffisants) et à une transformation de la demande. Pour les services d'eau, d'assainissement et de déchets, le secteur public reste dominant mais on note un recours croissant aux opérateurs privés, en particulier des entreprises locales. Parallèlement, des programmes participatifs utilisent l'ingénierie sociale, dans les quartiers pauvres mais aussi plus récemment dans les

quartiers résidentiels via des collaborations entre municipalité et associations de résidents. Enfin, le secteur public se réforme, mais reste encore empreint d'une forte culture hiérarchique, peu apte à déléguer les niveaux de décision et à prendre en compte la diversité des usagers.

Pour ce qui est du gouvernement des villes, les élus locaux demeurent marginalisés. C'est avant tout la machine administrative, dirigée par les hauts fonctionnaires, qui définit encore les politiques relevant des fonctions municipales (éducation primaire, dispensaires, eau, assainissement, gestion des déchets, etc.). Les élus jouent néanmoins un rôle de médiateur pour les quartiers défavorisés, ce qui met en exergue deux modes de gouvernance : l'une relevant de processus formels, fondée sur des droits, et s'adressant aux habitants des quartiers résidentiels ; l'autre s'appuyant sur des compromis informels et des pratiques clientélistes, souvent relayés par les élus locaux, mais qui assure *in fine* l'accès aux services à une partie de la population. Tout aussi important est la dépendance des élus locaux par rapport au gouvernement des États qui définit les politiques relatives aux marchés fonciers, aux transports, aux grands projets d'infrastructures, au logement et à l'allocation des ressources fiscales. De grandes villes jouissent d'une certaine autonomie, comme Bombay, dont la municipalité est dotée de presque toutes les fonctions autorisées par le gouvernement fédéral ; alors que dans d'autres comme à Hyderabad, les réformes ont avant tout résulté du leadership politique du Ministre en chef et de l'influence des organisations internationales. Dans les petites villes, l'État finance et construit les principaux réseaux d'infrastructures. Aujourd'hui, à l'exception des plus grandes, les villes sont financièrement dépourvues et politiquement peu influentes.

Enfin, on note ces dernières années un retour du gouvernement central, qui voit dans les villes le futur de la croissance économique de l'Inde. Soucieux du blocage que représentent le manque d'infrastructures et la faiblesse des institutions locales, le Centre a lancé en 2005 un programme de financement des infrastructures extrêmement ambitieux, la *Jawaharlal Nehru*

National Renewal Mission, qui conditionne cette aide à de profondes réformes, le plus souvent négociées avec les États régionaux.

En 20 ans, les villes ont donc beaucoup changé. L'influence grandissante des classes moyennes et des décideurs économiques forme, avec le soutien de l'expertise internationale, une coalition « pro-croissance », favorisant les grands projets d'infrastructures et d'embellissement alors que les habitants pauvres sont de plus en plus stigmatisés. La question de la pauvreté urbaine suppose des politiques de redistribution à d'autres échelles, rappelant ainsi ironiquement l'importance de l'État. Enfin, on ne peut que déplorer le peu d'intérêt porté aux villes petites et moyennes, caractérisées par des infrastructures déficientes, de petits basins d'emploi et une faible expertise locale.

Marie-Hélène Zérah

☒ Ruet Joël, Tawa Lama-Rewal Stéphanie (ed) (2009).

➔ *décentralisation, e-gouvernance, participation, ville*

Guerras

L'Inde, pays de la non-violence et du non-alignement, est aussi terre de guerres. Bien avant l'ère de Machiavel, la guerre y est théorisée comme un moyen de gouverner dans un traité classique célèbre, *l'Arthashastra*. En vérité, le sous-continent indien a été marqué par la guerre au cours des siècles, des historiens n'hésitant pas à dire que l'ethos de l'Inde était somme toute plus « guerrier » que brahmanique à la veille de la colonisation britannique.

Depuis son indépendance en 1947, l'Inde a connu quatre guerres, trois avec le Pakistan, une avec la Chine. Les deux premières guerres indo-pakistanaïses ont lieu en 1947-1949 et 1965. Elles sont directement liées à la dispute sur le Cachemire. Le traité de Tachkent qui conclut la deuxième souligne un recul de l'influence américaine dans la région. La troisième, en 1971, porte sur la question du Bangladesh, dont l'indépendance consacre le démembrement du Pakistan. Elle s'inscrit dans le cadre des deux arcs d'alliances des années 1970 opposant d'un côté le Pakistan, la Chine et les États-Unis, et de l'autre l'Inde et l'URSS. La guerre sino-in-

dienne, quant à elle, a lieu en 1962 et porte sur le tracé des frontières. Des recherches récentes montrent toutefois une imbrication étroite entre la rivalité bilatérale sino-indienne et la dégradation, à l'époque, des relations sino-soviétiques.

La plupart des observateurs estiment que la détention par l'Inde et le Pakistan de l'arme nucléaire, depuis 1999, interdit désormais à ces deux pays de recourir à la guerre totale pour régler leurs différends. Ce phénomène, qui rend la perspective d'un tel affrontement effroyable, retient d'ailleurs toute l'attention de la communauté internationale. Il n'empêche pas l'Inde et le Pakistan de s'affronter militairement de façon conventionnelle, comme lors du conflit de Kargil de 1999, ou de se livrer à une guerre larvée quotidienne, notamment dans les hautes régions de l'Himalaya.

Max-Jean Zins

➔ *Chine, défense, non-violence, Pakistan, politique étrangère*

Gujarat

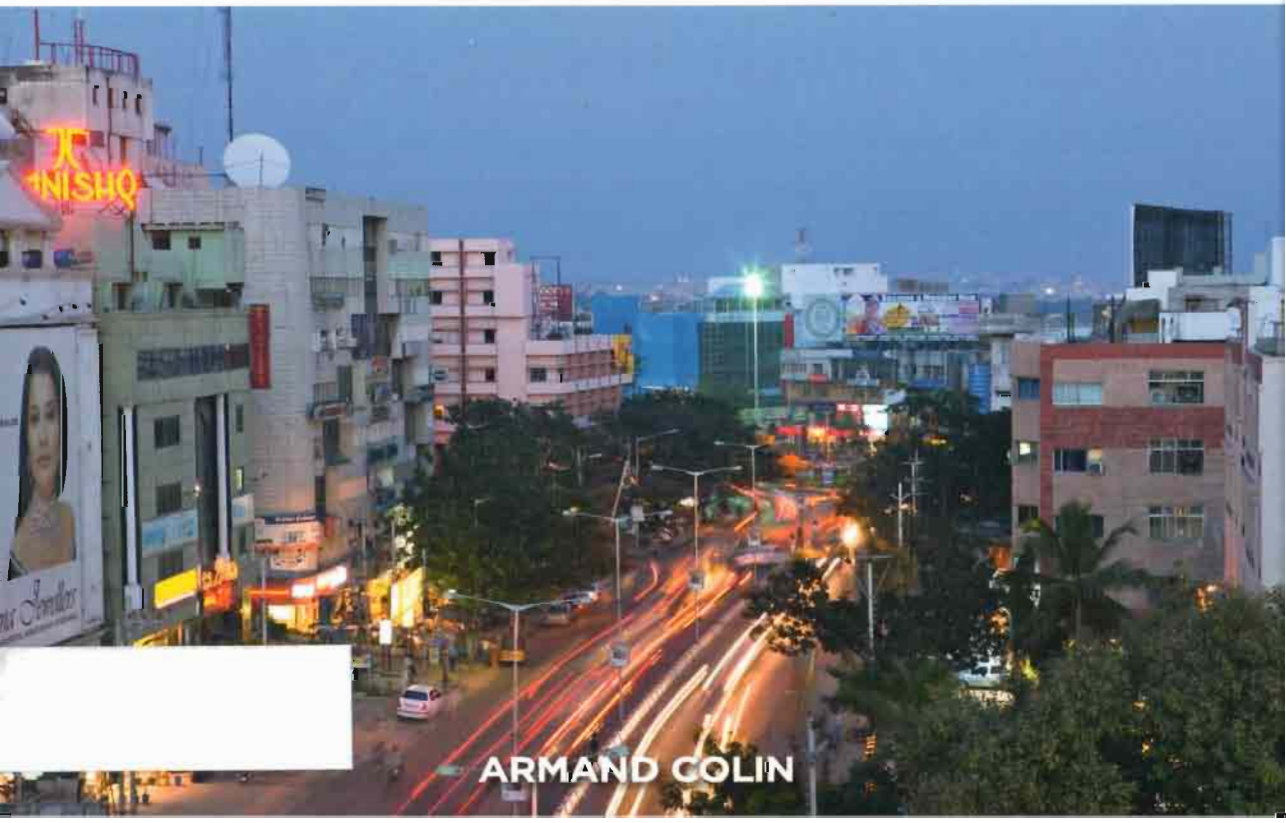
En 1960, le Gujarat est devenu un État fédéré séparé du Maharashtra. Avec un territoire de 195 984 km², sa superficie représente 6 % du territoire indien, et sa population s'élevait à 51 millions en 2001, soit une densité d'environ 258 ha/km², légèrement inférieure à la moyenne indienne de 325. 38 % de la population vit en ville (28 % pour l'échelon national), avec un tissu urbain assez équilibré qui comprend trois grandes villes, Ahmedabad (3,6 millions), Surat (2,8 millions) et Vadodara (1,3 million) et plus de 300 villes intermédiaires susceptibles de jouer un rôle de relais du développement de 18 000 communes rurales.

Des fouilles archéologiques ont mis au jour des sites anciens, portuaires, datant de la période Harappa, en particulier à Lothal, Kuntasi et Dwarka. L'histoire du Gujarat a été marquée par d'importantes dynasties princières (Maurya, Gupta, Pratihara, Chalukya), et par des conflits répétés avec les pouvoirs moghol et marathe, puis avec le colonisateur britannique. La prospérité et le goût artistique des anciens



Sous la direction de
Frédéric Landy

DICTIONNAIRE DE L'INDE CONTEMPORAINE



ARMAND COLIN

Sous la direction de
Frédéric LANDY

Sous la coordination thématique de
Samuel Berthet, Frédéric Landy, Isabelle Milbert,
Joël Ruet, Gilles Tarabout, Max-Jean Zins

DICTIONNAIRE
de l'Inde
contemporaine


ARMAND COLIN

Maquette de couverture : Didier Thimonier

Cartographie : Aurélie Boissière

Composition : In Folio

© Armand Colin, Paris, 2010

ISBN : 978-2-200-35247-9



Tous droits de traduction, d'adaptation et de reproduction par tous procédés, réservés pour tous pays. • Toute reproduction ou représentation intégrale ou partielle, par quelque procédé que ce soit, des pages publiées dans le présent ouvrage, faite sans l'autorisation de l'éditeur, est illicite et constitue une contrefaçon. Seules sont autorisées, d'une part, les reproductions strictement réservées à l'usage privé du copiste et non destinées à une utilisation collective et, d'autre part, les courtes citations justifiées par le caractère scientifique ou d'information de l'œuvre dans laquelle elles sont incorporées (art. L. 122-4, L. 122-5 et L. 335-2 du Code de la propriété intellectuelle).